



Affaire suivie par :  
Emma SEDDIKI  
Tél. : 01.69.08.17.03  
Courriel : Emma.seddiki@cea.fr

## SERVICES DE TELEPHONIE FIXE POUR L'ENSEMBLE DES CENTRES CEA

**LOT 1 : Prestations de prise en charge des accès  
de communication des lignes individuelles**

### Marché sensible

Réf. DAPS\_S2MN\_PM\_ES\_B24-05415

Projet d'Accord-cadre n°500000xxxx

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Eric STEHLE agissant en qualité de Directeur des achats et des partenaires stratégiques,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

ET :

La **société** .... domiciliée .... immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro R.C.S. ...., représentée par ....., agissant en qualité de ..... ;

ci-après dénommée « **le Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 – MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9 PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONAL .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 – PLAN ASSURANCE QUALITE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIÈRES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 - DELAIS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 15 - PENALITÉS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 - DURÉE .....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA .....</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 2 – BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE.....</b>	<b>22</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de prise en charge des accès et des communications de toutes les lignes téléphoniques individuelles (LOT 1).

Le présent accord s'exécute dans le cadre d'une mono-attribution et avec l'émission de bons de commande.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord lesquelles prévalent et de ses annexes qui en font partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le cahier des charges référence DSI-CRF-2024-016;
- les dispositions particulières définies dans les bons de commande ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et à titre supplétif, la proposition du Titulaire **référéncée ..... en date du .....**

Le Titulaire reconnaît expressément être en possession, avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus ; ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales ou réglementaires impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION**

### **3.1 Bénéficiaires**

Le présent accord-cadre s'applique à l'ensemble des centres CEA ainsi qu'aux annexes rattachées telles que les unités mixtes de recherche (UMR) dont le CEA est tutelle, et toute autre entité dont le CEA est partenaire (cf. annexe 1).

Toutes les dispositions du présent accord sont mises en œuvre pour l'ensemble des bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

### **3.2 Extension ou diminution du périmètre**

A tout moment, le CEA se réserve la possibilité de faire bénéficier d'autres entités des dispositions du présent accord. Dans ce cas, une rencontre aura lieu entre le CEA et le Titulaire pour définir les modalités d'intégration.

En cas de force majeure, de déménagement ou de fermeture d'un établissement CEA, le Titulaire ne peut exercer aucun recours contre le CEA en raison de la réduction de périmètre des Prestations qui en découlerait. Aucune indemnité n'est due au Titulaire à ce titre.

## **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des charges référencé ci-dessus incluant les prestations suivantes :

- les prestations de reprise des lignes de téléphonie fixe du parc existant, en cas de changement de titulaire,
- les prestations de communication téléphonique avec reprise de l'ensemble des numéros existants,
- les prestations de maintenance des lignes,

#### **4.1 Période de Déploiement et reprise du parc**

En cas de changement du Titulaire, le Titulaire devra procéder à une reprise du parc sous un mois maximum. Cette période de reprise débutera dès le démarrage de l'accord-cadre, et au plus tard, le premier jour de son entrée en vigueur comme définies à l'article 4.2 du CDC.

En cas de non-respect de ce délai, le CEA se réserve le droit d'appliquer au Titulaire des pénalités de retard telles que définies à l'article 15 du présent accord.

Si des difficultés surviennent dans la reprise des parcs et que celle-ci ne peut aboutir, le Titulaire devra garantir la possibilité de revenir à une configuration antérieure, notamment en rétablissant les lignes analogiques dans leur état initial. La réversibilité devra être clairement spécifiée et documentée, incluant les modalités de désinstallation des équipements, de récupération des données et de rétablissement des services dans les délais convenus.

#### **4.2 Migration des lignes analogiques du RTC vers une nouvelle technologie**

Le Titulaire devra assurer la migration effective des lignes analogiques vers les nouveaux produits en suivant rigoureusement les dispositions décrites dans le CDC.

En cas d'arrêt des réseaux en cuivre, le Titulaire s'engage à proposer des nouveaux supports basés sur des technologies les plus performantes disponibles.

#### **4.3 Création de nouvelles lignes**

Tout au long de la durée de l'accord, des évolutions peuvent être demandées, telles que la création ou modification de lignes. Les responsables de flotte des sites du CEA fourniront une expression de besoin détaillant le nombre et le type d'accès demandés, le nombre de SDA souhaités, ainsi que la localisation des sites à raccorder.

Le Titulaire s'engage à apporter une réponse technique dans un délai de 3 semaines en conformité avec le BPU (cf article 4.3 du CDC). Le non-respect de ce délai entraînera l'application des pénalités prévues par l'accord-cadre.

### **ARTICLE 5 – PRESTATIONS DE MAINTENANCE**

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de maintenance préventive / évolutive et corrective décrites au CDC.

En cas de maintenance corrective (incident), les délais d'intervention (GTI) et de rétablissement de service (GTR) sont décrits dans le CDC :

- la GTI est au maximum de 1 heure sur la plage horaire 24h/24 et 7j/7,
- la GTR est au maximum de 4 heures sur la plage horaire 24h/24 et 7j/7.

En cas de dépassement des délais, les Etablissements CEA se réserveront le droit d'appliquer au Titulaire des pénalités de retard telles que définies à l'article 15 du présent accord.

## **ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD**

### **6.1 Conditions générales**

Les Prestations de services, objet du présent accord, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard des bénéficiaires. Si les résultats, tel que les services d'accompagnement dans la création de ligne, de gestion des incidents et des garanties de temps de reprise (GTR), n'étaient pas atteint, le CEA peut appliquer les pénalités à l'article 15 pénalités ci-après et/ou résilier le présent accord-cadre aux torts du Titulaire conformément aux dispositions des CGA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations et de la fourniture qui lui sont confiées au titre du présent accord, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

#### **➤ Obligation de communication**

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, d'informer le CEA par le biais de son correspondant technique, ceci afin de protéger au mieux les intérêts du CEA.

Le Titulaire s'engage en particulier à :

- convenir avec le CEA d'une réunion de lancement de l'accord-cadre, dans les 30 jours de la signature de ce dernier;
- alerter et signaler sur l'arrêt d'une technologie avec un préavis de 3 mois minimum
- informer des innovations et des nouvelles technologies,
- mettre en garde le CEA lorsqu'il décèle des risques de quelque nature.

#### **➤ Obligation d'information et de conseil**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs et documents permettant de suivre le bon déroulement des opérations prévues au présent accord (suivi des commandes et des travaux menés).

Le Titulaire s'engage également à mettre en place un système de traçabilité de ses différents échanges avec le CEA.

Le Titulaire doit assurer une mission de conseil auprès du CEA, il s'engage notamment à proposer des solutions plus adaptés aux besoins du CEA.

Il informe le bénéficiaire des défauts connus d'un matériel, des changements de politique de son entreprise (cessation d'activité touchant directement le fonctionnement de l'accord...) et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment le bénéficiaire bénéficie gratuitement de la part du Titulaire de conseils et/ou d'informations diverses sur les équipements ou nouveauté technologique concernés par le présent accord.

### **6.2 Responsabilité, transfert des risques et de propriété**

Le Titulaire devra réaliser un Plan d'Assurance Qualité (PAQ). La version préliminaire remise lors de la réponse à la consultation sera consolidée au démarrage de l'accord-cadre. La version définitive de ce document sera ainsi remise au CEA lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre ou à défaut, dans les 2 mois qui suivent la date de démarrage de l'accord-cadre.

A minima, ce PAQ comprendra les éléments définis au cahier des charges.

### **6.3 Responsabilité, transfert des risques et de propriété**

Les produits commandés par le CEA sont acheminés par le Titulaire et à ses risques et périls, au lieu de livraison tel que précisé sur la commande correspondante.

Le transfert des risques et de propriété du Titulaire aux bénéficiaires s'opèrent à la livraison des produits au point de livraison désigné dans la commande.

### **6.4 Personnel du Titulaire**

#### **6.4.1 Conditions d'accès dans le cadre des livraisons**

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront avoir accès aux établissements CEA qu'après la constitution d'un protocole de sécurité entre le Titulaire ou son sous-traitant et l'établissement CEA livré.

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants doivent se présenter, munis d'une carte d'identité ou d'un passeport, à l'entrée principale de chaque établissement CEA, ou éventuellement aux endroits spécifiquement précisés par chaque établissement CEA lors de l'édition du protocole de sécurité.

L'information du CEA sur la date de livraison/intervention doit se faire 48 heures préalablement à la date de rendez-vous. Les principaux renseignements qui sont à fournir pour toute personne devant entrer sur le site sont :

- nom de la société,
- nom/prénom de la personne,
- fonction de la personne,
- date et lieu de naissance de la personne,
- nationalité de la personne,
- adresse personnelle.

#### **6.4.2 Accès au Centre - Délivrance du laissez-passer**

Le personnel du Titulaire doit se présenter à l'accueil muni des pièces suivantes :

- le formulaire CEA de demande d'accès dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des laissez-passer),
- la carte d'identité ou le passeport,
- le formulaire d'attestation de l'employeur, fourni par le CEA et dûment complété par le Titulaire, dans les cas d'un séjour de courte durée des personnels du Titulaire sur les sites du CEA. Le séjour de courte durée s'entend comme suit :
- pour les salariés d'entreprises extérieures français et étrangers ressortissants de l'Union Européenne : vingt jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
- pour les salariés d'entreprises extérieures non ressortissants de l'Union Européenne : cinq jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six mois,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire. Ce document doit impérativement préciser les dates d'ouverture et de fin de présent accord.

#### **6.4.3 Retrait de laissez-passer – retrait de personnel**

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un agent du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord.

Le Titulaire doit avertir le CEA quinze jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des agents normalement affectés à l'exécution du présent accord. Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

#### 6.4.4 Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les Centres, et plus généralement, à toutes instructions qui lui seront données par le CEA, notamment à travers le cahier des charges. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- aux articles R.4515-1 et suivants du code du travail (codifiant l'arrêté du 26.04.1996) prévoyant la constitution d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement / déchargement entre le Centre (ou sa plateforme de livraison) et le transporteur,
- aux règlements édictés par les Centres ou les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux établissements CEA.

#### 6.4.5 Respect par le Titulaire de l'accord de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord et, le cas échéant, tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 du Code du travail (s'il est établi à l'étranger) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées.

#### 6.4.6 Sous-traitance

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les conditions définies à l'article 7 des CGA.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation.

Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger notamment de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le Code de la commande publique.

Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objets de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le Titulaire reste responsable et garant envers le CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

## **6.5 Obligations du CEA**

Le CEA s'engage à :

- communiquer toute information, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des prestations ;
- contrôler de manière continue la réalisation des prestations ;
- effectuer les actions de communication en interne au CEA, qui seraient nécessaires pour la réussite des interventions du Titulaire ;
- dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé, le cas échéant.

## **ARTICLE 7 – MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION**

Le CEA peut utiliser cet accord par l'émission de bons de commandes ou de marchés subséquents :

- un bon de commande pourra être émis sur la base des prix indiqués au BPU (annexe 2) pour les prestations de migration ou de création de lignes ;
- un marché subséquent / devis peut être mis en place sur la base de fiche d'expression de besoin .

### **7.1 Modalités de consultation des Titulaires : bons de commandes**

#### **7.1.1 Le formalisme des bons de commandes**

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu un bon de commande écrit du CEA. Les bons de commande sont établis sur la base des prix des bordereaux de prix unitaires (BPU) figurant à l'annexe 2. Ils devront comporter a minima les éléments suivants :

- l'unité prescriptrice,
- le n° du bon de commande (n° en 4001 / 4600) et le code service,
- la référence du présent accord-cadre (50000XXXXXX).
- le montant du bon de commande,
- le délai de livraison souhaité,
- le destinataire final,
- l'adresse de livraison,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes comportent leur propre numéro et référencent le présent accord.

Le Titulaire devra faire apparaître dans toute sa facturation, pour chaque ligne téléphonique ou ensemble de lignes regroupées sous un même numéro de compte facturant défini par le Titulaire, le ou les numéros de commande(s) correspondant(s).

Les bons de commandes seront adressés par voie électronique (email).



Les prestations s'exécutent à compter de l'envoi au Titulaire des bons de commandes émis dans le cadre du présent accord. Le Titulaire communiquera le planning détaillé de mise en service dans les 7 jours calendaires à compter de la date de signature du bon de commande concerné ou lors de la réunion de lancement au plus tard. Après validation de ce planning par le CEA, le Titulaire procédera aux opérations de mise en service des différents sites, dans les délais les plus courts, en tenant compte des délais maximum tels que définis dans le cahier des charges.

En cas de dépassement des délais cités au cahier des charges, les Etablissements CEA se réservent le droit d'appliquer au Titulaire des pénalités de retard telles que définies à l'article 15 du présent accord.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au correspondant CEA après toute commande ne relevant pas du périmètre de Prestations visé en objet du présent accord. Toute commande verbale reçue d'un établissement CEA doit être refusée par le Titulaire

Le cas échéant, chaque prestation de service commandée est accompagnée de sa documentation en Français (manuel d'utilisation, d'installation, de référence...).

#### 7.1.2 Délais applicables aux bons de commande

Le Titulaire s'engage à accuser réception auprès du CEA et traiter les bons de commande dans un délai de 3 semaines maximum. Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités prévues dans l'article 14.

### **7.2 - Modalités de consultation des Titulaires : Marché subséquent**

#### 7.2.1 Rédaction d'une fiche d'expression de besoin

Le CEA précisera chacun de ses besoins de prestations particulières dans une fiche d'expression du besoin, qui contiendra notamment :

- La nature et la description de la prestation attendue ;
- Le contexte de la demande ;
- Les acteurs du CEA impliqués ;
- Le planning prévisionnel attendu.

#### 7.2.2 Réponse du Titulaire au CEA

Le Titulaire répondra à chaque consultation en adressant une offre au CEA, dans un délai de 3 semaines. Cette offre comprendra :

- une analyse du besoin, permettant de démontrer sa bonne compréhension par le Titulaire ;
- l'organisation que le Titulaire prévoit de mettre en place pour assurer les prestations ;
- un engagement de planning à partir d'un T0 correspondant à la réunion d'enclenchement des prestations,
- le montant global de la prestation demandée , respectant les dispositions financières prévues à l'accord-cadre.

Le montant de chaque marché subséquent ne pourra excéder 200 000 euros hors taxes.

#### 7.2.3 Formalisme du Marché subséquent

Les marchés subséquents passés dans le cadre du présent accord-cadre sont établis et adressés au Titulaire par les prescripteurs d'achat du CEA.

Le Titulaire ne peut procéder au démarrage des prestations qu'après avoir reçu un marché subséquent écrit du CEA, précisant :

- l'unité demandeuse,
- le libellé de la prestation,

- le délai de réalisation,
- le montant des prestations.

Les marchés subséquents comportent leur propre numéro (en 4000) et référencent le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au chargé d'affaire CEA tout marché subséquent :

- ne relevant pas du périmètre visé en objet du présent accord-cadre,
- d'un montant supérieur à la somme de 200 000 euros hors taxes.

Toute commande verbale reçue d'une unité du CEA doit être refusée par le Titulaire.

## **ARTICLE 8 – SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD**

### **8.1 Réunion d'enclenchement et Comité de pilotage (COPIL) semestriel**

#### **➤ Réunion d'enclenchement**

Elle aura lieu au démarrage de l'accord. Elle se tiendra au plus tard 1 mois après la signature de l'accord.

Les principaux responsables et interlocuteurs dédiés participeront à cette réunion, dans un objectif de présentation mutuelle des équipes (interlocuteurs techniques, correspondants sécurité...).

Dans le cadre de la réunion de lancement, les Parties aborderont:

- les offres de services choisies par les Etablissements CEA et définies dans les bons de commande ;
- les modalités pratiques permettant le déploiement des offres et services proposés au titre de cet accord,
- le projet de planning de migration. Le planning définitif sera communiqué au CEA au plus tard 7 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

Les modalités d'accès aux sites du CEA seront données lors de cette réunion

#### **➤ Suivi des prestations – Comité de pilotage**

Ensuite, des Comités de pilotages auront lieu tous les semestres, elles permettront d'effectuer un suivi des prestations du présent accord. Les représentants du Titulaire et du CEA, ainsi que des interlocuteurs techniques des centres seront présents.

Ces réunions auront pour but notamment de :

- faire le point sur les services réalisés (notamment état des commandes, des facturations dans le respect de l'article 6 du CDC) ;  
*Le tableau de bord de suivi de la facturation par site pourra être demandé pour faire état des coûts détaillés des abonnements par site, des communications ainsi que des frais de mise en service.*
- faire le point sur les actions/difficultés en-cours ;
- présenter l'inventaire des lignes, l'état des lieux des garanties ;
- faire le point sur les incidents ayant eu lieu sur la période écoulée, rappeler la matrice d'escalade en cas d'incident ;  
*Le tableau de bord de suivi des incidents rappellera les éléments suivants : les dates des incidents, les sites concernés, les n° de ticket, date de début et de fin du ticket d'incident, durée de l'indisponibilité du service, durée de dépassement de la GTR. Ce tableau séparera chaque centre. Une colonne « commentaires » pourra décrire succinctement les raisons de l'incident.*
- faire le point sur la qualité de service : un tableau devra reprendre le taux de disponibilité sur la période couverte par le COPIL ;
- planifier les évolutions éventuelles des prestations et discuter des évolutions des technologies ;

Tous les indicateurs seront fournis centre par centre.

Ces réunions se poursuivront jusqu'à la fin de la durée contractuelle et feront l'objet de comptes rendus établis par le Titulaire et soumis au CEA sous 5 jours ouvrés suivant la date de réunion et validés par le CEA sous 15 jours ouvrés maximum.

Un bilan annuel détaillé et écrit de la prestation est établi par le Titulaire et validé par les deux parties.

## **8.2 Remise de documents**

Tous les dossiers ou rapports remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur les supports suivants :

- Microsoft WORD version 2010 ou supérieure pour les documents écrits,
- Microsoft EXCEL version 2010 ou supérieure pour les tableaux chiffrés.

Chacun d'eux est remis au CEA par mail aux interlocuteurs CEA désignés à l'article 6.4.

## **8.3 Correspondants**

Le **pilotage du présent accord** est assuré par :

En ce qui concerne la partie technique :

M. Hervé VARIN  
Tél. : 06.73.84.52.27  
Adresse mail : [herve.varin@cea.fr](mailto:herve.varin@cea.fr)

En ce qui concerne la partie commerciale :

Mme Emma SEDDIKI  
Tél. : 01.69.08.13.07  
Adresse mail : [emma.seddiki@cea.fr](mailto:emma.seddiki@cea.fr)

Chaque centre CEA bénéficiaire de cet accord désignera un **interlocuteur technique local**, dont les coordonnées seront fournies au titulaire lors de la réunion d'enclenchement.

Les correspondants du Titulaire en charge de suivre le présent accord sont (à compléter).

## **ARTICLE 9 - PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONAL**

Cet accord-cadre est un accord **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'accord la protection des Informations et Supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel l'accord est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) qui pourrait être mis en place le cas échéant.

2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la

protection du secret de la défense nationale ;

- de l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations de l'accord et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution de l'accord.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
  - de l'annexe 1 de l'IGI n° 1300 relative aux règles de protection des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations de l'accord, et de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Il s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation de l'accord des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA. Il procédera, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent accord avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent contrat.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord, en totalité ou en partie, sans indemnités et sans préjudice des sanctions pénales

## **ARTICLE 10 – PLAN ASSURANCE QUALITE**

Le Titulaire fournira au CEA un Plan d'Assurance Qualité pour l'ensemble de la prestation.

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIÈRES**

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à la somme de **1 400 000 € HT (UN MILLION ET QUATRE CENT MILLE EUROS)**. Ainsi, les prestations devront avoir des valeurs qui, au cumulé, ne pourront pas dépasser le montant maximum de l'accord-cadre.

Le Titulaire doit informer le CEA tous les semestres des montants totaux consommés dans le cadre de l'exécution de cet accord.

Le Titulaire est dans l'obligation d'alerter le CEA lors de l'atteinte de 50% puis 70% du montant plafond indiqué à cet article. A défaut, une pénalité pourrait être appliquée telle que mentionnée ci-dessous.

### **11.1 Unicité des prix**

Les prestations seront rémunérées sur la base de tarifs décrits dans les bordereaux de prix. Les tarifs indiqués couvrent les frais de mise en service, les coûts d'abonnement, le coût des communications ainsi que les prestations destinées à maintenir la qualité de service décrite au CDC.

Les tarifs applicables figurent en annexe 2 au présent document.

### **11.2 Caractère du prix**

#### **➤ Généralité**

Ils s'entendent nets en euros, hors taxes et sont fermes pour la durée de l'accord.

#### **➤ Modalité d'ajustement des prix**

Le Titulaire s'engage à informer le CEA de toute modification de prix, y compris en cas d'introduction de nouvelles technologies, au moins 2 mois avant l'entrée en vigueur de ces nouveaux tarifs. Cette modification devra être justifiée par le Titulaire, avec tous les documents nécessaires pour justifier ces évolutions, y compris la présentation des nouvelles technologies proposées, le cas échéant.

Ainsi, si des prix unitaires du catalogue général entrant dans le champ du présent accord sont annoncés par le Titulaire à la baisse, y compris en raison de l'introduction de nouvelles technologies, ils seront répercutés

automatiquement sur le tarif particulier CEA et au niveau de la facturation du mois suivant l'annonce du Titulaire.

Si des prix unitaires du catalogue public entrant dans le champ du présent accord sont annoncés par le Titulaire à la hausse, le CEA dispose alors de 1 mois à compter de la date d'information par le Titulaire pour faire part de sa décision : accepter ou refuser les nouvelles conditions.

- En cas d'acceptation par le CEA, la date d'application effective du nouveau tarif particulier est la date d'entrée en vigueur du nouveau catalogue public de prix du Titulaire, y compris pour les nouvelles technologies proposées.
- En cas de refus, une négociation aura lieu (pendant 1 mois maximum) entre les deux parties afin de déterminer l'évolution des prix unitaires considérés, sachant que la hausse ne pourra dépasser 1,5 % du lot considéré sur une période de 12 mois. La date d'application effective du nouveau tarif particulier est la date d'entrée en vigueur du nouveau catalogue public de prix du Titulaire.

Dans le cas où les deux parties ne parviendraient pas à un accord, l'accord est résilié conformément aux dispositions des conditions générales d'achat du CEA, à la date fixée par le CEA.

Tout ajustement pourra être formalisé par courrier signé par les Parties.

## **ARTICLE 12 - CONDITION DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT**

### **12.1 Modalités de facturation**

Conformément aux conditions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture, en fonction de l'établissement CEA émetteur de la commande. Les codes services sont indiqués sur les factures ;
- le numéro d'engagement (n° d'accord/commande) composé de 10 chiffres.

Elle doit en outre mentionner le détail de la commande spécifique, et porter la référence de celle-ci.

Chaque facture émise par le Titulaire au titre de chaque bon de commande doit également comporter les informations suivantes :

- les frais de mise en service/raccordement,
- le coût d'abonnement,
- le coût des communications,
- le cas échéant, le coût de la sécurisation.

Les frais de mise en service (FMS) seront facturés après raccordement des lignes, et réalisation de la Vérification du Service Régulier (VSR), telle que précisée dans l'article 4 du présent accord.

Le coût de l'abonnement et des communications sera facturé tous les mois, à terme échu.

Le Titulaire fera parvenir au CEA une facture par commande après vérification conforme de la totalité des prestations de service commandées par le CEA. Chaque établissement du CEA est associé à une compte de facture pour les commandes liées à l'exécution de cet accord, l'exception du centre Paris Saclay.

La facture doit mentionner le détail de la commande et porter la référence de cette dernière à laquelle la livraison se rapporte.

L'envoi des factures par voie postale est strictement réservé aux entreprises bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 2014 précitée.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord sera renvoyée à l'émetteur.

Sauf dispositions contraires indiquées dans les commandes, le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

## **12.2 Conditions de paiement**

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du présent accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

## **12.3 Régime fiscal**

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du présent accord s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

# **ARTICLE 13 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**

## **13.1 Clause environnementale**

Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation.

Les documents livrables devront être remis de préférence dans un format dématérialisé et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé.

Les déplacements effectués dans le cadre de l'accord devront être réduits en terme d'impact environnemental. Le Titulaire est invité à privilégier les modes de transport respectueux de l'environnement.

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans l'exécution de l'accord. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions de GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

### **13.2 Clause sociale**

Le Titulaire s'engage en matière de promotion de l'égalité et de la diversité dans le cadre de la prestation, c'est-à-dire en faveur des profils susceptibles d'être affectés dans l'exécution de la prestation. A la date anniversaire de l'accord, le Titulaire présentera ses mesures et ses actions réalisées dans ce domaine durant l'année écoulée. L'ensemble de ces points fera l'objet d'un suivi lors de la réunion annuelle.

### **ARTICLE 14 - DELAIS**

Le Titulaire s'oblige à respecter les délais suivants :

- Remise des bilans statistiques : **5 jours avant la date du COPIL**,
- Organisation du Comité de pilotage par le Titulaire : **tous les semestres**,
- Remise des comptes rendu de réunion rédigés par le Titulaire au CEA : dans les **5 jours ouvrés** après la date de chaque réunion.

### **ARTICLE 15 - PENALITÉS**

Les pénalités appliquées au Titulaire sont cumulatives et n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé un préjudice.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sur la facturation.

Elles sont plafonnées à 10 % du montant de la commande concernée par leur application.

#### **15.1 Pénalités pour la fourniture des livrables**

Un certain nombre d'obligations incombent au Titulaire en termes de fourniture de livrables notamment

➤ **Livrables récurrents :**

- tableaux de bord demandés au COPIL, de périodicité semestrielle, est transmis au CEA au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre considéré ;
- bilan annuel, de périodicité annuelle, est transmis au CEA dans les 15 jours calendaires suivant la date anniversaire de l'accord ;

Le Titulaire s'engage à fournir ces livrables dans les délais impartis. En cas de manquements, des pénalités pourront être exigées par le CEA.

Les pénalités dues en cas d'absence de fourniture de ces livrables sont d'un montant forfaitaire de 100€ par jour de retard et par livrable.

➤ **Livrables ponctuels :**

- L'avis d'ouverture d'incident est transmis au CEA dans l'heure (1 heure) suivant la date d'ouverture effective ;
- L'avis de clôture d'incident est transmis dans les 2 heures suivant la date de clôture effective.

En cas de retard dans la fourniture d'un avis d'ouverture ou de fermeture d'incident, le CEA applique une pénalité forfaitaire de 20 € par jour de retard.



- Le rapport d'incident est transmis dans les 2 jours suivant la date de clôture effective de l'incident ;

En cas de retard dans la fourniture d'un rapport d'incident, le CEA applique une pénalité forfaitaire de 50 € par semaine de retard.

- Le rapport d'expertise technique suite à une demande CEA dans les 30 jours calendaires suivant la demande ;

En cas de retard dans la fourniture d'un rapport d'expertise technique, le CEA applique une pénalité forfaitaire de 100 € par semaine de retard.

- La proposition commerciale et devis est transmis au CEA dans les 15 jours calendaires suivant la demande.

En cas de retard dans la fourniture d'une proposition commerciale ou d'un devis, le CEA applique une pénalité forfaitaire de 50 € par semaine de retard.

## **15.2 Pénalités pour l'émission d'une facture non-conforme**

En cas de non-conformité de la facture au format du CEA, le Titulaire dispose de 30 jours calendaires pour réémettre une facture respectant le format du CEA. En cas de manquements et de non-respect de ce délai, des pénalités sont exigées par le CEA.

Les pénalités dues au sens de ce critère sont calculées selon la formule suivante :

$$\text{PFC} = N * 100$$

Où :

- PFC est la pénalité de non-fourniture d'une facture conforme,
- N est le nombre de jours de dépassement du délai pour la réémission de la facture.

## **15.3 Pénalités pour la qualité de service**

### **➤ Garantie de non rétablissement - GTR**

En cas de non-respect de la GTR, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

$$\text{P} = \text{Montant de la dernière facture mensuelle (comprenant montant de l'Abonnement mensuel et coût des communications)} * 2 * (\text{Durée d'interruption en heure} - \text{GTR}) / \text{GTR}$$

Où :

- Le plafond de cette pénalité correspond à 200% de la dernière facture considérée.

### **➤ Téléphonie fixe - Taux de disponibilité par site**

En cas de non-respect du taux de disponibilité par site, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

$$\text{P} = (\text{Montant annuel} / 12) * (\text{Durée d'interruption en heure} - \text{Durée tolérée en heure}) / \text{Durée tolérée en heure}$$

Où :

- Le montant annuel correspond à l'ensemble des éléments facturés de l'année.

- Le plafond de cette pénalité correspond à 100% du Montant annuel ramené à un mois.

#### **15.4 Pénalités pour les délais de mise en œuvre**

Les délais de déploiement initiaux sont définis dans le cahier des charges.

➤ **Déploiement initial**

En cas de retard dans la mise en œuvre durant la phase de déploiement, le CEA applique une pénalité forfaitaire par ligne de 50 € par jour de retard.

➤ **En cours d'exécution de l'accord : création de nouvelle ligne**

En cas de retard dans la mise en œuvre le CEA applique une pénalité forfaitaire par canal de 30 € par jour de retard.

#### **15.5 Pénalités applicables au titre de l'exécution de l'accord**

➤ **Non remise des indicateurs et statistiques**

En cas de non-remise des bilans semestriels dans les délais fixés et d'absence d'information d'atteinte de 50 ou 70% du montant plafond, une pénalité de 200 € HT (deux cents euros HT) sera appliquée pour chaque semaine de retard.

➤ **Pénalités pour non-respect des prix**

Si constatation est faite que les prix sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas appliqués, il est appliqué, à titre de dédommagement, une pénalité fixe de 5 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent marché.

Une telle constatation est considérée faite si le CEA constate plus de 3 % d'erreur de devis ou de facturation par an à ses dépens.

Ce dédommagement n'interdit pas au CEA d'exiger la rectification des devis correspondants ou de résilier unilatéralement sans délai, sans formalité judiciaire ni indemnités le présent accord aux torts du Titulaire.

### **ARTICLE 16 - DURÉE**

#### **16.1 Durée d'exécution de l'accord-cadre**

Le présent accord est conclu pour une durée de 2 ans fermes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025 (date prévisionnelle) et pourra être renouvelé deux fois 1 (un) an, soit une durée maximale de 4 (quatre) ans.

Le CEA peut prolonger l'accord deux fois d'une année supplémentaire, en respectant un préavis de trois mois avant la date de fin d'échéance du présent accord. Cette prolongation est formalisée par l'envoi d'un courrier ou d'un courriel. Le préavis court à compter de la date d'envoi de cette dernière.

Le Titulaire ne pourra prétendre à un quelconque dédommagement en cas de non prolongation par le CEA.

Si au terme du présent accord, aucun prestataire n'est désigné ou que la mise en service d'une solution de remplacement n'est pas encore effective, le Titulaire du présent accord est alors tenu de poursuivre l'exécution de

l'ensemble des services dans les mêmes conditions techniques et économiques, pour une durée qui ne saurait excéder 6 (SIX) mois. Cette prolongation fera en tout état de cause, l'objet d'un avenant au présent accord.

#### **16.2 Durée d'engagement de service**

Les éventuelles périodes d'engagement de service souscrit au cours du présent accord arriveront à terme à la date d'échéance de l'accord, quelle que soit la date de souscription. Le Titulaire ne peut s'opposer à ce que le(s) Etablissements CEA résilie(nt) l'intégralité des services souscrits dans le cadre du présent accord une fois celui-ci arrivé à échéance. Aucune indemnité n'est due au Titulaire au titre de cette résiliation.

Les lignes de téléphonie fixe ne font l'objet d'aucun engagement.

Fait à Saclay,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

## **ANNEXE 1 - ETABLISSEMENTS CEA**

<b>Unités CEA principales</b>	<b>Unités CEA secondaires</b>
<b>CEA CADARACHE</b>	
<b>CEA CESTA</b>	CEA CESTA ILO
<b>CEA BRUYERES-LE-CHATEL (DIF)</b>	CEA DIF/ POLYGONE D'EXPERIMENTATION DE MORONVILLIERS
<b>CEA FONTENAY-AUX-ROSES</b>	CEA FAR/SITE EVRY/INSTITUT DE GENOMIQUE
<b>CEA GRAMAT</b>	
<b>CEA GRENOBLE</b>	CEA GRE / INES CHAMBERY
	CEA GRE / INSTITUT DE BIOLOGIE STRUCTURALE (IBS)
<b>CEA LE PONANT (siège)</b>	CEA LE PONANT
<b>CEA LE RIPAUT</b>	
<b>CEA MARCOULE</b>	CEA MAR/SITE PIERRELATTE
<b>CEA SACLAY</b>	CEA SAC / CERN / SAUDRON
	CEA SAC / GANIL
	CEA SAC / INSTITUT D'IMAGERIE BIOMEDICALE (I <sup>2</sup> BM)
	CEA SAC / INSTN
	CEA SAC / Ecole Polytechnique (LSI et LULI)
	CEA SAC / Nano-INNOV
	CEA SAC / ORSAY/SHFJ
	CEA SAC / Site d'Itteville
	CEA SAC / Site Orme-des-Merisiers
<b>ANTENNES CEA TECH</b>	CEATECH AQUITAINE – 33607 Pessac CEATECH PAYS DE LA LOIRE – 44340 Bouguenais CEATECH MIDI PYRENEES - 31 055 TOULOUSE CEATECH PACA - 13 108 Saint Paul lez Durance CEA TECH LORRAINE - 57070 METZ

**ANNEXE 2 – Bordereaux des prix Unitaires**

A compléter après remise des offres



### ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE

<u>Référence de l'accord : 500000xxxx</u>	<u>N° du Bon de commande : xx</u>	<u>Date du bon de commande : xx</u>
---	-----------------------------------	-------------------------------------

n°	Description de la prestation :	Montants unitaire en € HT	Quantité	Montant total de la prestation en € HT	Délais et lieu de livraisons
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
<b>MONTANT TOTAL DU BON DE COMMANDE</b>					

*L'ensemble des informations mentionnées ci-avant doivent être conformes avec les mentions faites dans l'accord.*